

Commerce et morale au menu du prochain scrutin fédéral : le 28 février, la spéculation sur les denrées alimentaires pourrait être délocalisée par décision du peuple et des cantons

Autor(en): **Viallon, François-Xavier**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2016)**

Heft 2111

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023367>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Commerce et morale au menu du prochain scrutin fédéral

Le 28 février, la spéculation sur les denrées alimentaires pourrait être délocalisée par décision du peuple et des cantons

François-Xavier Viallon - 06 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28885>

L'initiative de la Jeunesse socialiste [«Pas de spéculation alimentaire»](#) vise à interdire le négoce de produits agricoles par des investisseurs institutionnels hors du marché des contrats à terme.

Elle s'inscrit dans une volonté de réglementer ce qui est devenu un véritable casino ([DP 1868](#)), soit une financiarisation de la production alimentaire dont les gagnants et perdants ne semblent pas toujours clairement identifiés.

La part explicative du négoce sur le prix des produits agricoles a fait l'objet de nombreuses recherches dont les résultats s'éparpillent sur un spectre allant d'un [effet quasi nul](#) selon le *Commodity Club Switzerland* à des [effets indiscutables](#) selon un site Internet qui s'intéresse aux questions d'économie mondiale, d'écologie et de développement. Afin d'éviter de rentrer dans un débat d'experts ne pouvant tout au plus montrer qu'une corrélation entre spéculation et prix des denrées, on se contentera du fait que les bénéfices du négoce doivent au final bien être payés par quelqu'un. Et comme le fait remarquer [Samuel Bendahan](#), *«si des gens spéculent dans ce domaine, c'est parce que c'est rentable»*.

Le paradoxe de l'initiative tient à sa répercussion probablement insignifiante sur le prix des denrées et ainsi sur les bénéficiaires de la mesure. Comme le souligne le Conseil fédéral dans son [Message](#), l'adoption de l'initiative provoquerait avant tout une délocalisation des activités des sociétés de négoce, auxquelles sont liés environ 8'000 emplois pour l'ensemble des matières premières à [Genève](#), et donc une baisse des rentrées fiscales pour certains cantons et la Suisse: le secteur représente [près de 4%](#) du produit national. Un [argument](#) connexe avancé est la réduction de l'attractivité de la place économique suisse.

En plus de la spéculation, l'[Onu](#) souligne également l'importance d'autres facteurs exerçant une pression sur les prix et empêchant ainsi de subvenir aux besoins alimentaires du monde: il s'agit de l'augmentation de la population, de la production d'agrocarburants et plus généralement des acquisitions de terres à large échelle, de l'augmentation de la quantité de viande consommée et du changement climatique.

Les agriculteurs suisses resteraient relativement épargnés quoiqu'il adviendrait. En effet, selon l'Union suisse des paysans, ils vendent généralement leurs produits

directement à des grossistes dans le cadre de contrats à terme négociés par branche et bénéficient de [prélèvements compensatoires à l'importation \(DP 1868\)](#). D'où l'engagement marginal des [groupes d'intérêts](#) représentant les paysans.

Indépendamment de l'issue du scrutin, la réglementation dans le domaine est appelée à changer: l'autorité européenne des marchés financiers, après presque deux ans de [négociations ardues](#) avec les *lobbies* financiers, impose aux Etats membres de mettre en œuvre [120 pages](#) de normes techniques dans leur législation nationale d'ici juillet 2016. Outre un *reporting* massif exigé des investisseurs, celles-ci prévoient entre autres de limiter la détention de contrats à terme par investisseur à 35% (!) d'un marché, instaurant ainsi un semblant de frein aux positions monopolistiques.

En Suisse, la révision de la [loi sur l'infrastructure des marchés financiers](#) votée par les Chambres en juin 2015 a introduit la possibilité de fixer des limites de position afin de satisfaire aux exigences européennes, permettant ainsi de conserver un accès au marché financier du continent.

Pourtant, plusieurs investisseurs n'ont pas attendu

l'intervention publique pour prendre les devants: plusieurs [organismes financiers allemands](#) sous le feu de la critique, mais également [Credit Suisse](#), se sont retirés du marché des denrées alimentaires ces dernières années.

Le problème de l'alimentation dans le monde est de plus en plus important. Nous voulons le

résoudre, mais y contribuons en même temps - notamment par nos deuxième et troisième piliers. Il n'existe pas d'autorité centrale permettant de s'attaquer au problème à l'échelle (mondiale) à laquelle il se pose. Et nous sous-estimons les conséquences futures d'une absence d'intervention aujourd'hui.

Le fait que les denrées alimentaires ne sont pas des biens comme les autres - «*on ne joue pas avec la nourriture*» - pose une obligation morale de soutenir l'initiative lors du scrutin du 28 février. Car si elle n'est pas capable de résoudre pour le monde entier le problème de la spéculation sur la nourriture, elle n'engendrera pas non plus la fin de la place financière suisse.

Demain les villes

A propos d'un film sur l'avenir: le futur pourrait bien se jouer dans les villes

Yvette Jaggi - 08 février 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28889>

Présenté en décembre dernier en vue de la conférence climatique Cop21, le film [Demain](#) aura fait, un mois plus tard, figure d'antidote au Forum de Davos.

L'initiative individuelle et l'action de proximité au lieu de discours sur l'état du vaste monde. La démarche locale *bottom-up* contre l'injonction *top-down*. L'engagement personnel et l'émotion du public plutôt que la prétendue rationalité des affirmations des leaders, qu'ils dirigent des administrations ou des entreprises.

Ou encore, traduit en langage institutionnel, la démocratie directe préférée à la délégation du pouvoir aux élus, parlementaires et gouvernants, suspects d'ignorer les réalités vécues par la population.

Dans cette option en faveur d'une intervention au niveau local faite dans une perspective d'amélioration globale et durable, il y a non seulement un grand écart d'échelles, dans l'espace comme dans le temps. Il y a aussi quelque chose de naïf, de pathétique, aux limites du dérisoire.

Mais peu importe. L'essentiel est ailleurs: les initiatives écologiques et citoyennes qui préparent activement la société future dans le documentaire intitulé *Demain*, cosigné par l'actrice-réalisatrice Mélanie Laurent et le militant Cyril Dion, exercent sur les spectateurs un effet inspirant, motivant, rafraîchissant. Ils ne sortent pas tous de la salle personnellement engagés, mais la plupart d'entre eux applaudissent le message d'espoir délivré par ceux qui

ont surmonté le sentiment d'impuissance.

Les militants de la planète locale que présente *Demain* s'épargnent les grandes discussions sur les ambiguïtés du progrès et font grâce au public du débat sur la décroissance.

Ils ont juste des certitudes, prises et proclamées comme des évidences avec, en tête des affirmations récurrentes, une phrase scandée avec la plus tranquille des forces: «*Le nucléaire, c'est le passé*». Au reste, la volonté de faire autrement s'impose, nourrie par la conviction qu'une pratique alternative est à la fois indispensable pour résister au désastre planétaire qui se profile à l'horizon des prochaines décennies, possible dans le petit univers personnel